

**I4CE**

INSTITUTE FOR  
CLIMATE  
ECONOMICS

Une initiative de la Caisse des Dépôts et  
de l'Agence Française de Développement

# Transition climatique : quelles implications pour l'économie réelle ?

Les 14es Rencontres des Professionnels des Marchés de la Dette et du Change

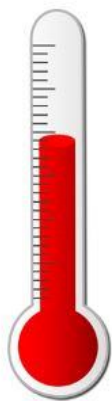
Benoît Leguet

24/09/2024

# Un peu plus qu'un simple succès diplomatique



# Trois objectifs révolutionnaires : aligner climat, développement, et finance



1. **Contenir** l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de +2 °C en poursuivant l'action pour limiter l'élévation à +1,5 °C

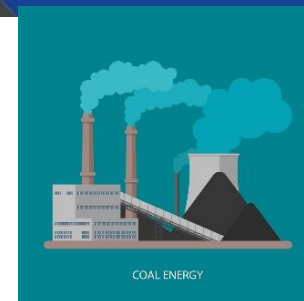
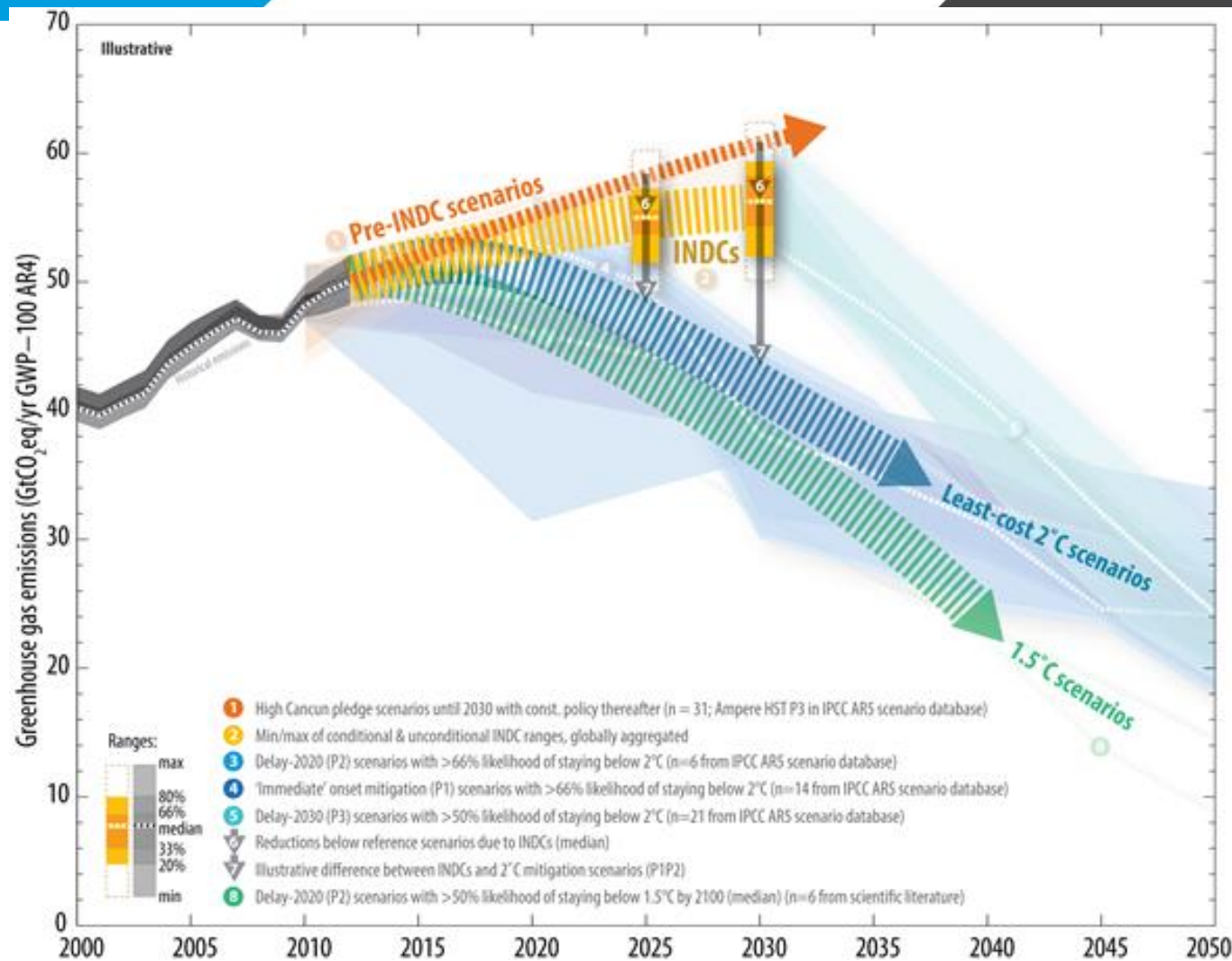


2. **Renforcer** les capacités d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques et **promouvoir** un développement à faible émission de gaz à effet de serre, d'une manière qui ne menace pas la production alimentaire



3. **Rendre** les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques

# Vers un monde '0 émission nette'

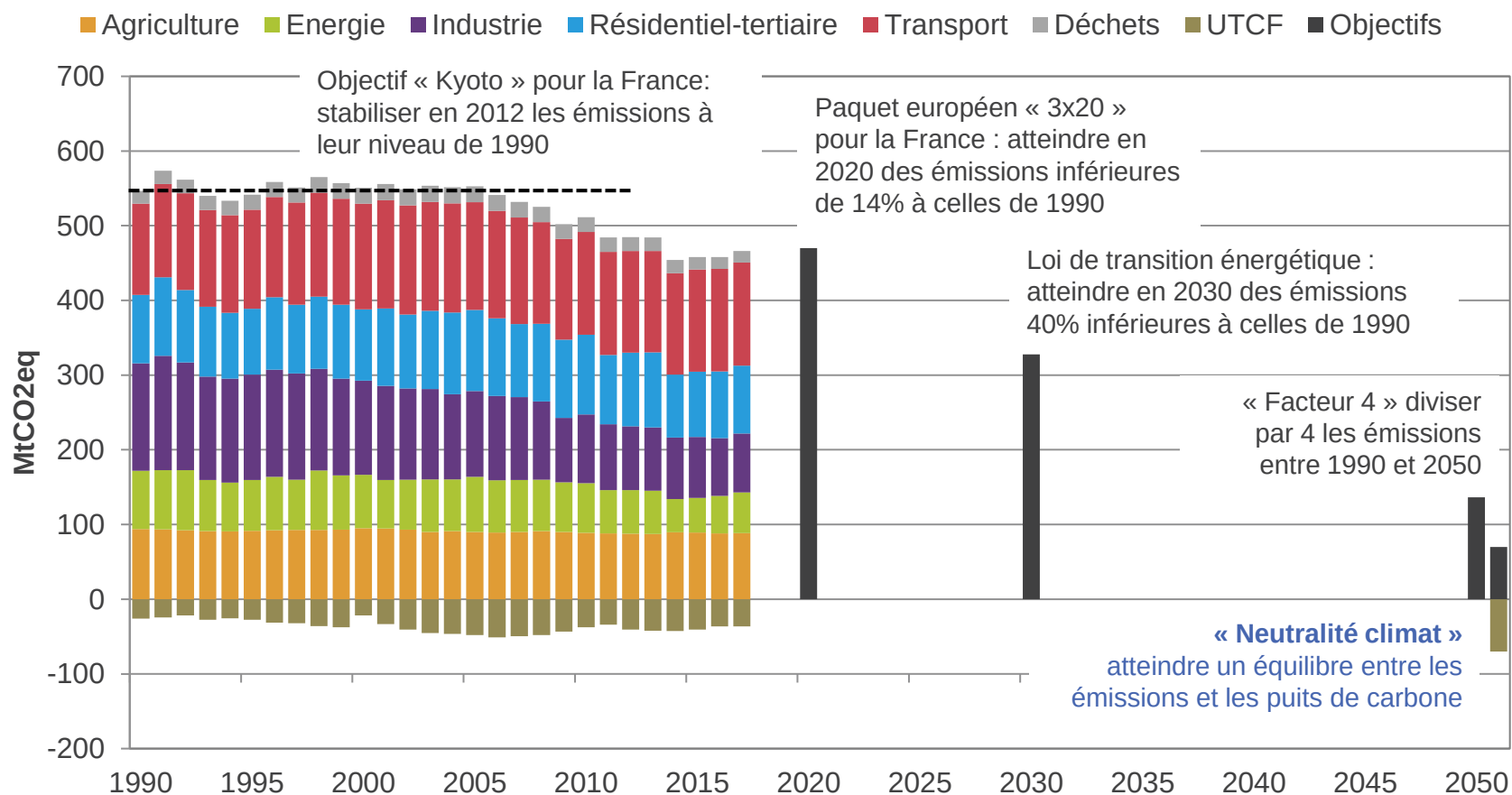


Sources: Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) Fifth Assessment Report scenario database, 1.5 °C scenarios from scientific literature (see footnote 19), IPCC historical emission database and intended nationally determined contribution quantification

# Objectif FR et UE : atteindre la “neutralité climat” d’ici 2050

## Emissions de GES en France de 1990 à 2017 et objectifs de réduction

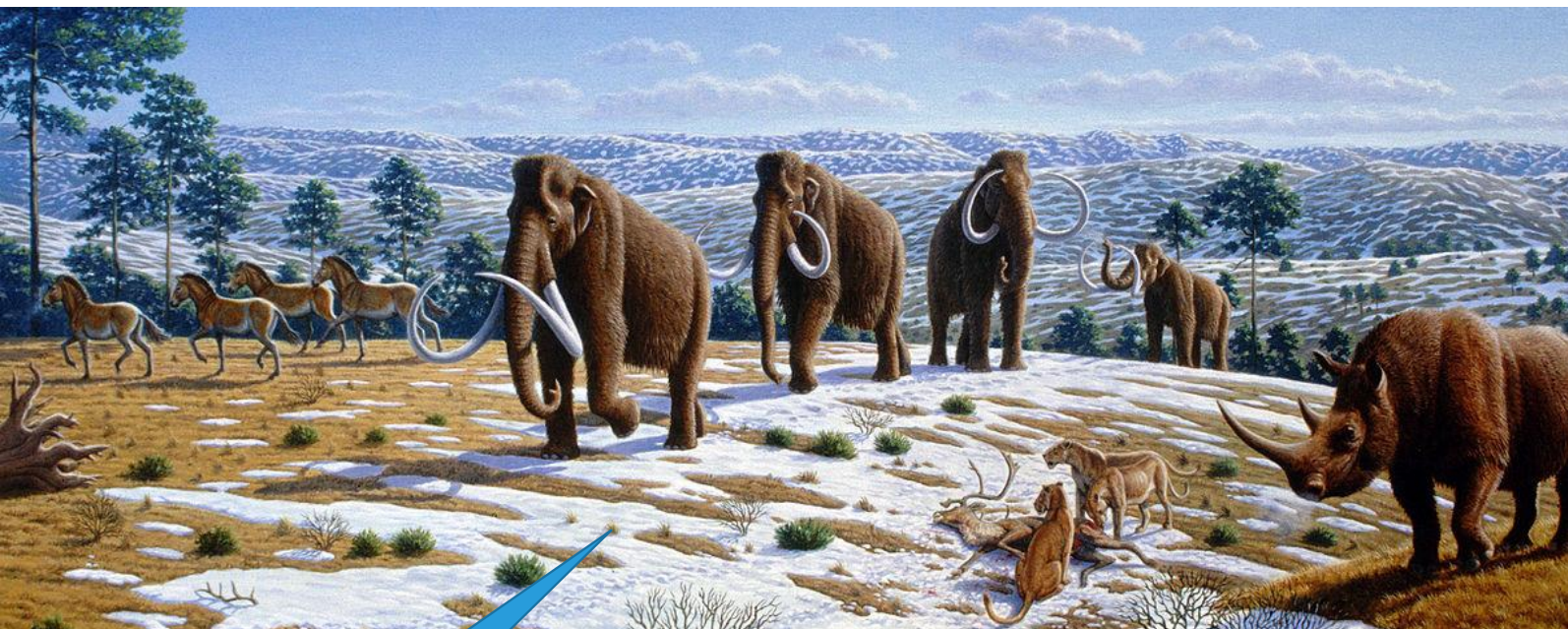
source: d'après inventaire CCNUCC



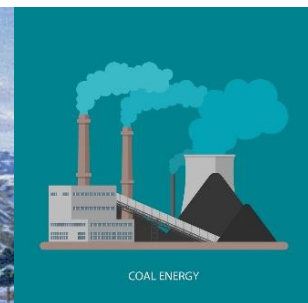


QUELS SONT LES OBJECTIFS ?

# Et il va falloir en même temps s'adapter à un climat qui change



Source: Mauricio Antón



+5°C en  
20,000 ans

+5°C en 200  
ans

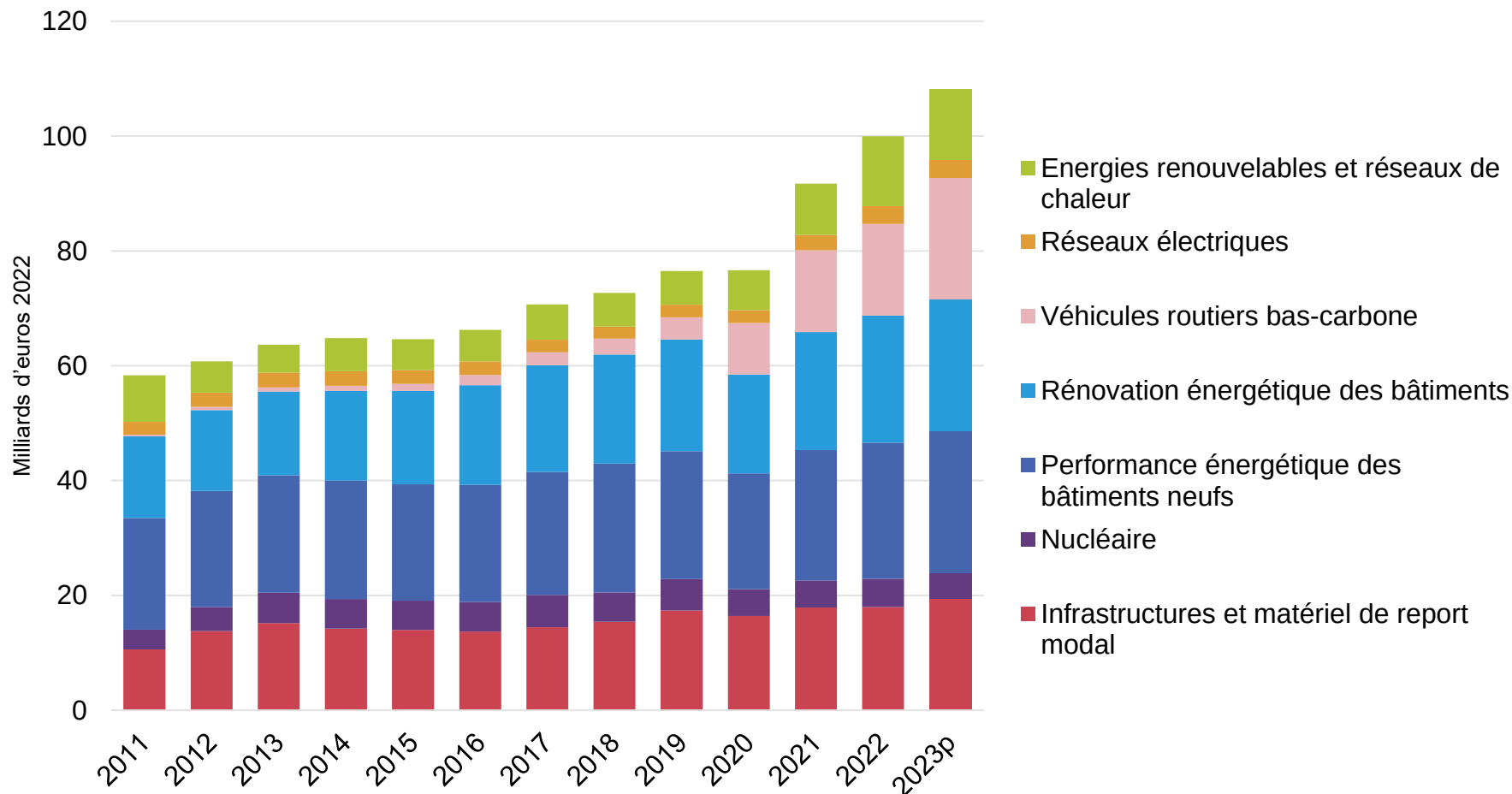


# Pourquoi s'intéresser aux investissements dans l'économie réelle ?

- Les investissements d'aujourd'hui déterminent les émissions de gaz à effet de serre de demain
- France : Le gouvernement élabore une nouvelle stratégie climat pour le pays, pour réduire les émissions de 50% en 2030 par rapport à 1990
- 85% des émissions à éviter passent par des investissements, le reste par des changements de comportements (mission Pisani-Ferry – Mahfouz, mai 2023)

# Les investissements climat franchissent la barre symbolique des 100 milliards d'euros (bâtiment, transport, énergie)

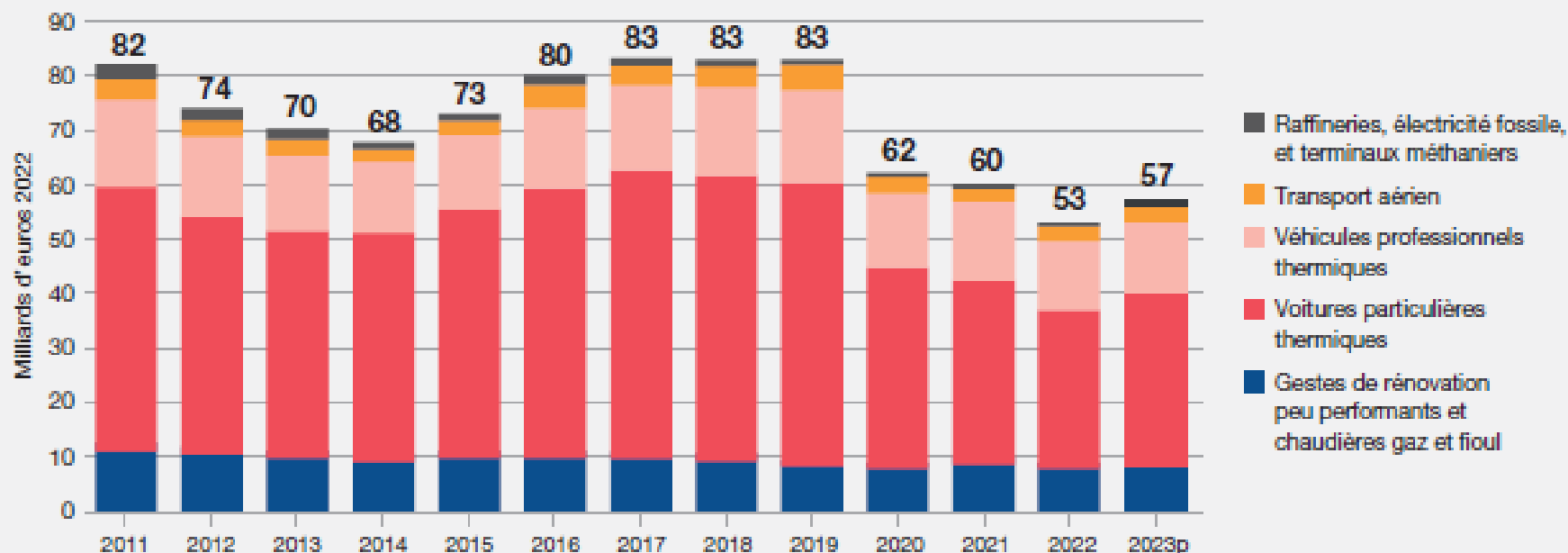
## INVESTISSEMENTS CLIMAT EN FRANCE





# Les investissements fossiles : en retrait depuis 2019, leur reprise à la hausse reste possible

FIGURE 12. LES INVESTISSEMENTS FOSSILES EN FRANCE PAR SECTEUR

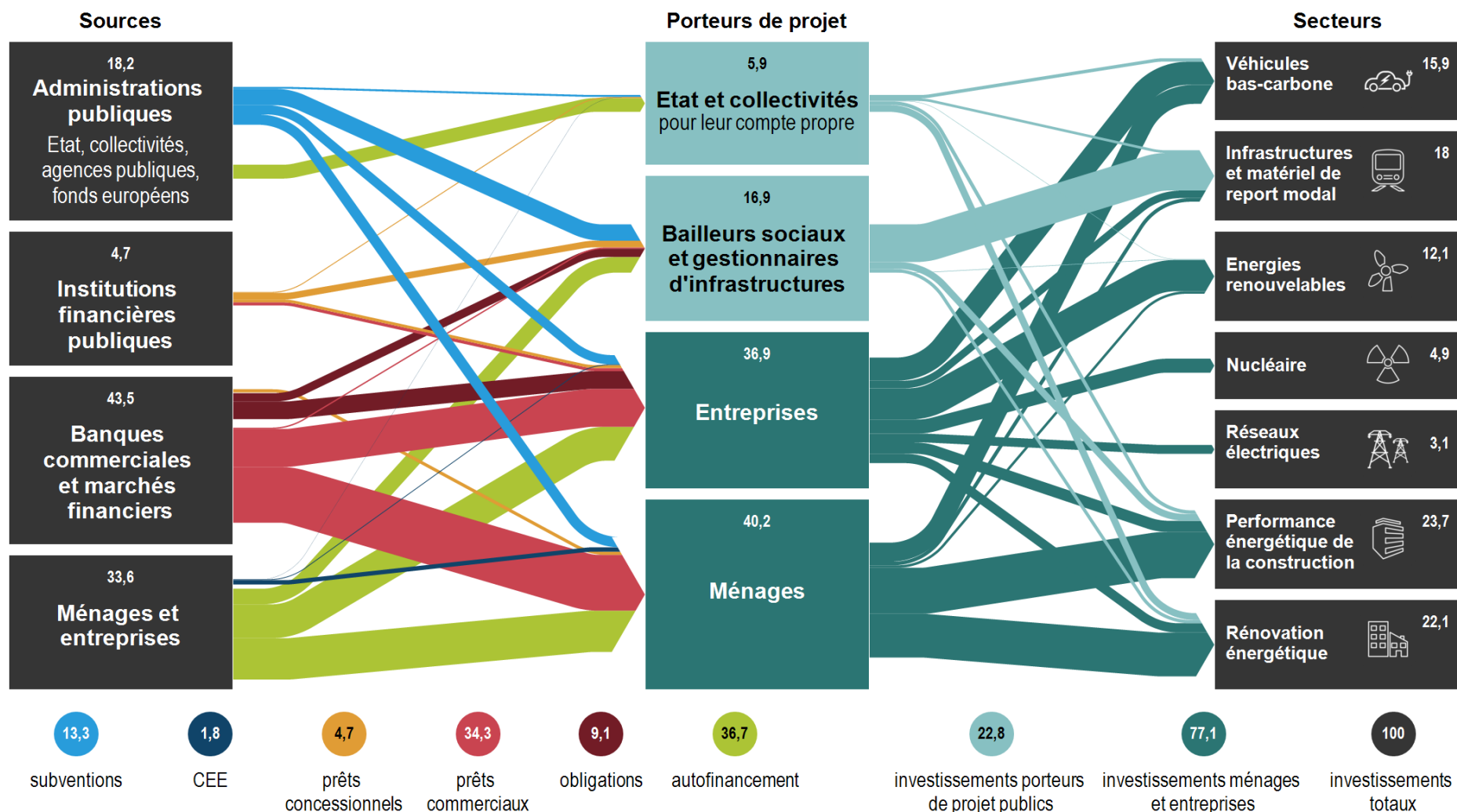


p : données provisoires arrêtées à fin septembre 2023.

IA4CE

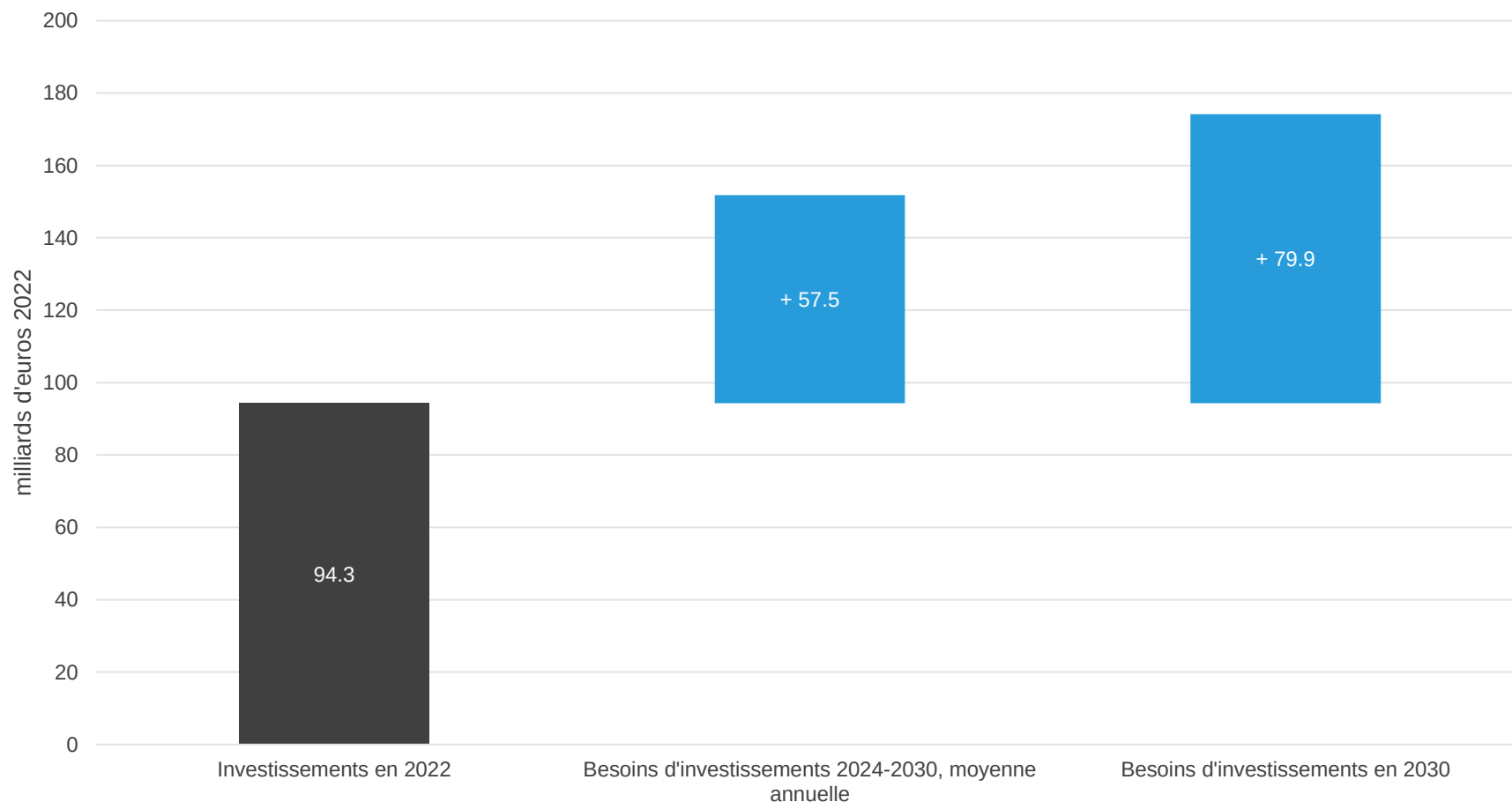
# Le financement des investissements climat en un coup d'œil

## Panorama des financements climat en 2022



# Investir 58 milliards d'euros supplémentaires en faveur du climat

INVESTISSEMENTS ANNUELS, PUBLICS ET PRIVÉS, EN FAVEUR DU CLIMAT, DANS LES BÂTIMENTS, LES TRANSPORTS ET LA BRANCHE ÉNERGIE

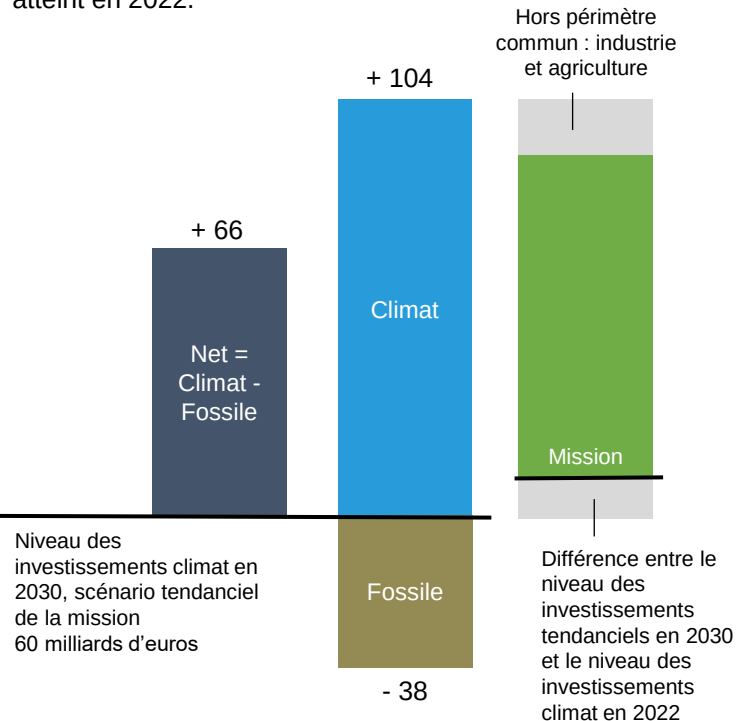


# Les besoins d'investissements climat convergent avec ceux de la mission Pisani-Ferry/Mahfouz

La mission sur les incidences économiques de l'action pour le climat estime les **besoins d'investissements nets en 2030** à 66 milliards d'euros au-delà d'un scénario tendanciel.

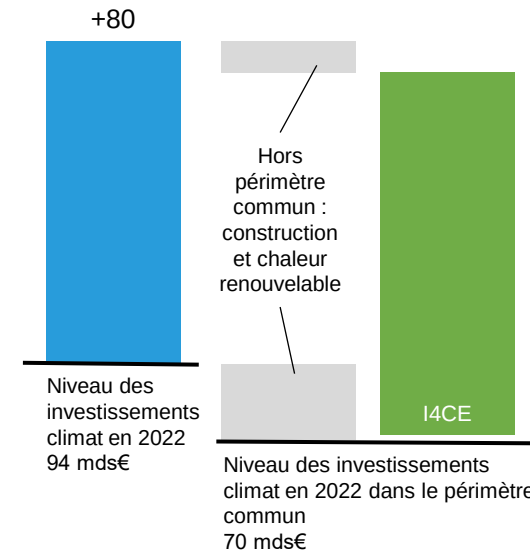
Il s'agit d'un solde entre **d'avantage d'investissements climat** et **moins d'investissements fossiles**.

Pour la comparer au Panorama, on écarte les besoins d'investissements dans l'industrie et l'agriculture, et on rapporte les besoins du périmètre commun au niveau atteint en 2022.



Le Panorama d'I4CE évalue les **besoins d'investissements climat en 2030** à 80 milliards d'euros de plus que leur niveau de 2022.

Pour le comparer à la mission, on écarte les besoins d'investissements dans la construction\* et la chaleur renouvelable.



\*I4CE estime que les investissements dans la performance énergétique de la construction représentent 24 milliards d'euros en 2022 et doivent diminuer de 13 milliards d'euros à 2030. Retirer ce secteur revient donc à augmenter les besoins d'investissements climat.

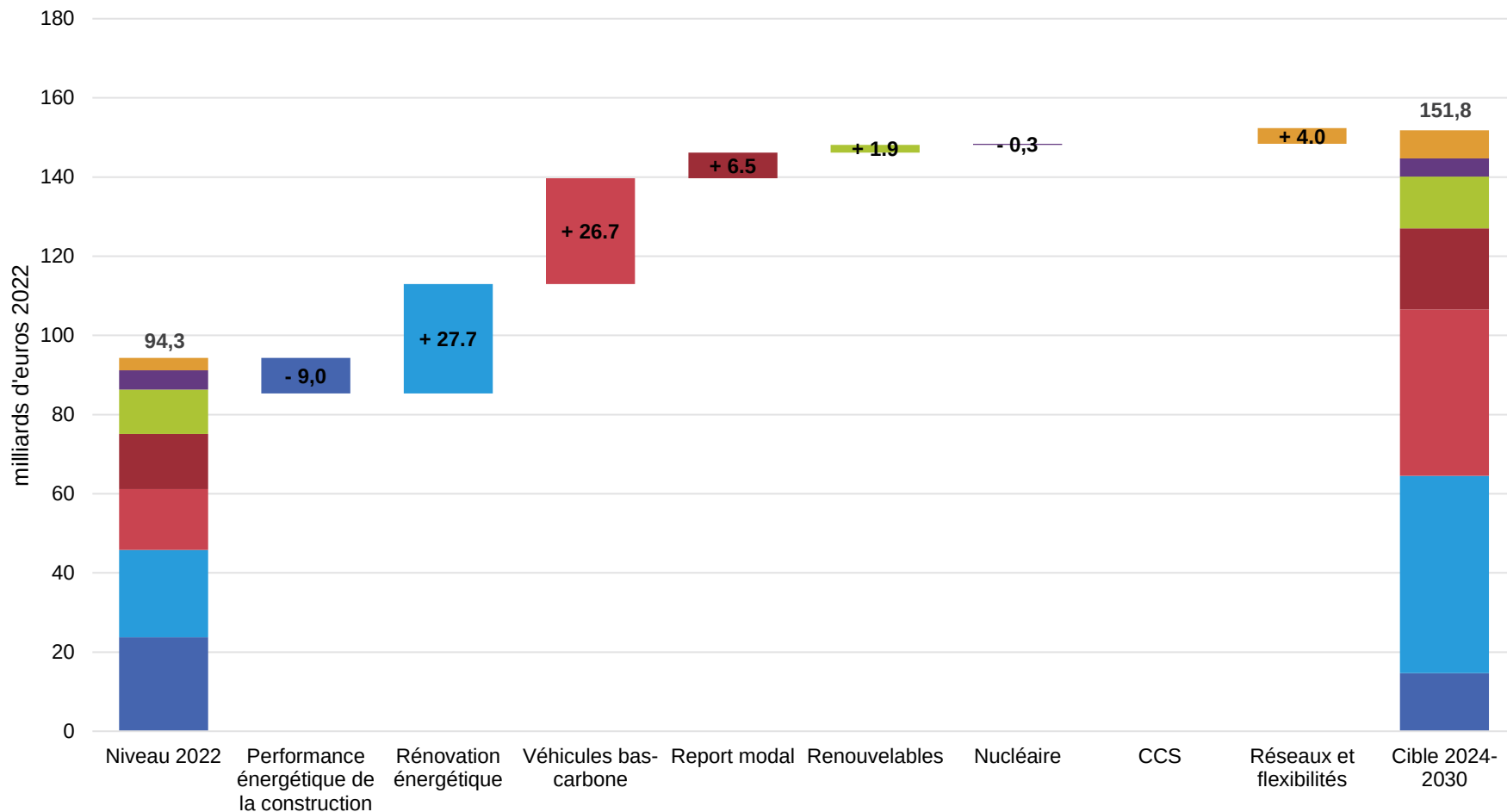
Dans **un même périmètre et pour un même point de départ**, les besoins d'investissements climat en 2030 sont très proches entre les deux estimations, autour de 90 milliards d'euros.

Les **écarts résiduels** portent sur des choix d'hypothèses différents concernant notamment les secteurs de la rénovation des bâtiments tertiaire, du transport ferroviaire, et certains types de véhicules particuliers et utilitaires.



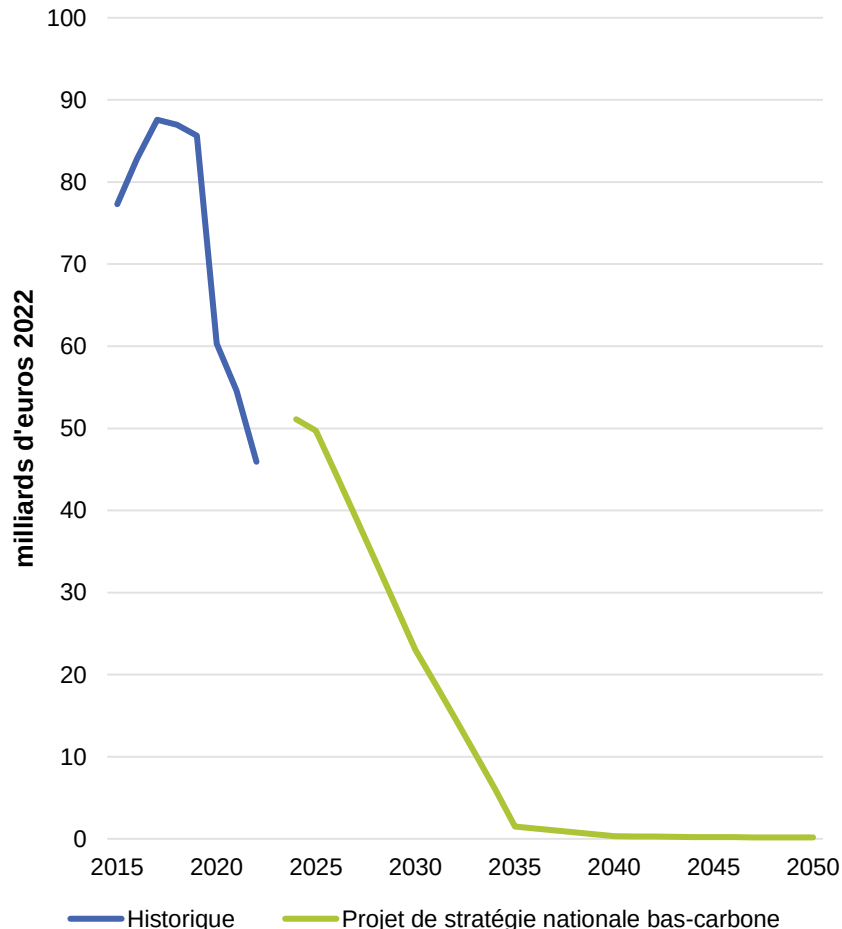
# Les besoins d'investissements se concentrent dans la rénovation des logements et les véhicules bas-carbone

LES BESOINS D'INVESTISSEMENT CLIMAT, MOYENNE ANNUELLE 2024-2030, PAR SECTEUR



# Les investissements fossiles doivent rapidement être ramenés à zéro

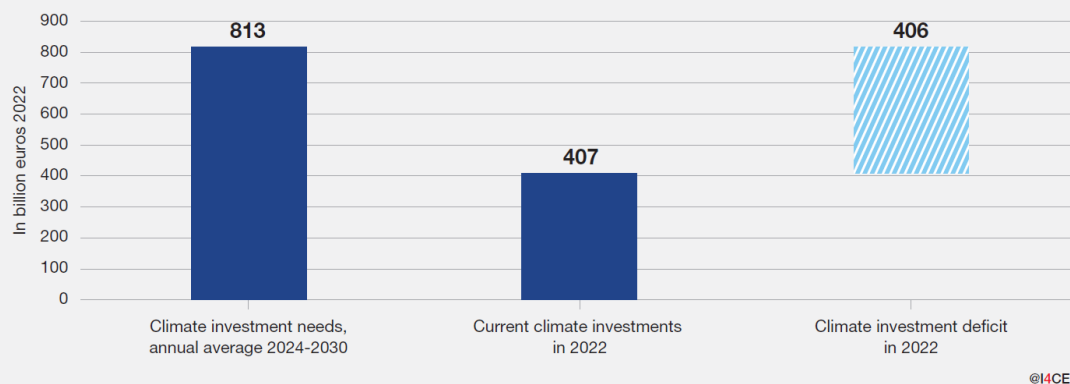
LES INVESTISSEMENTS FOSSILES 2015-2050



- Les investissements fossiles sont divisés par deux entre 2022 et 2030, et disparaissent quasiment en 2035
- Les investissements fossiles correspondent principalement aux dépenses d'acquisition des véhicules thermiques
- La réglementation européenne :
  - interdiction de vente de véhicules particuliers thermiques en 2035
  - réduction progressive des émissions moyennes de CO<sub>2</sub> des véhicules lourds mis sur le marché de 2030 à 2040

## The EU economy needs to double its level of climate investment to deliver the EU 2030 targets

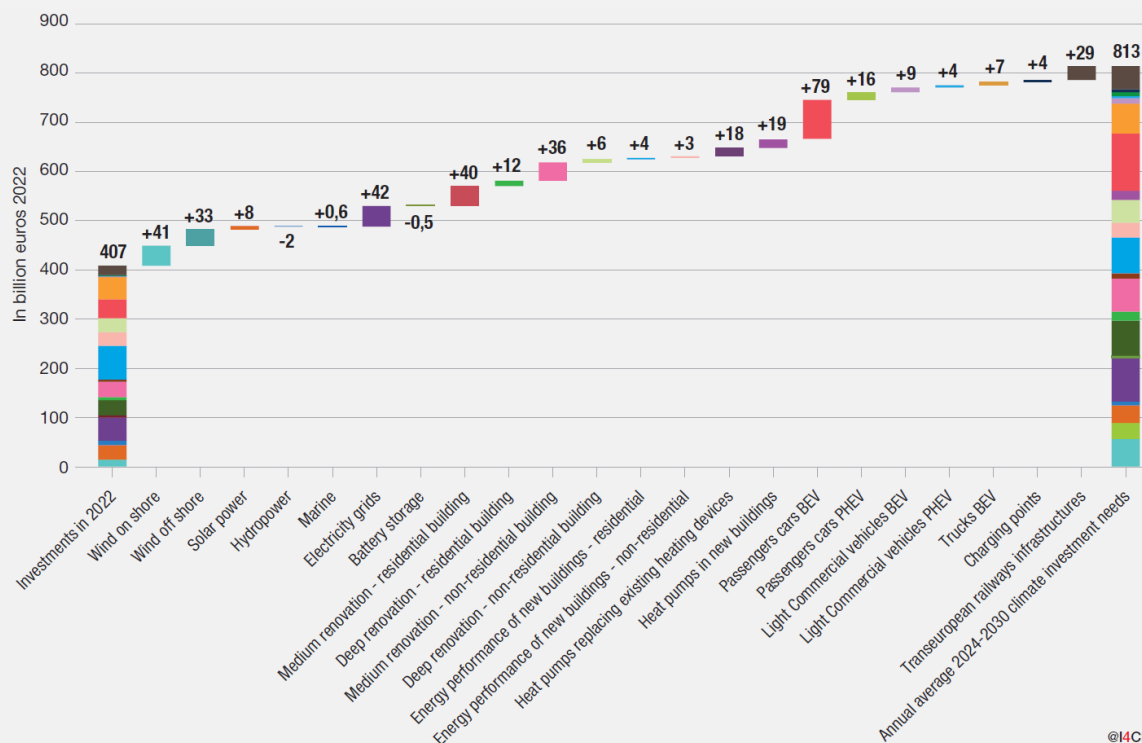
- **813 billion euros (or 5.1% of EU GDP)** are needed every year in the **22 sectors studied** between 2024 and 2030 to reach EU climate objectives.



- **Current levels** of public and private **investments** represent already **half of total investments needs**.
- Yet, **doubling these investments is essential** to deliver the economic, geopolitical and climate benefits EU policy makers committed to.

## An estimate based on the analysis of 22 sectors

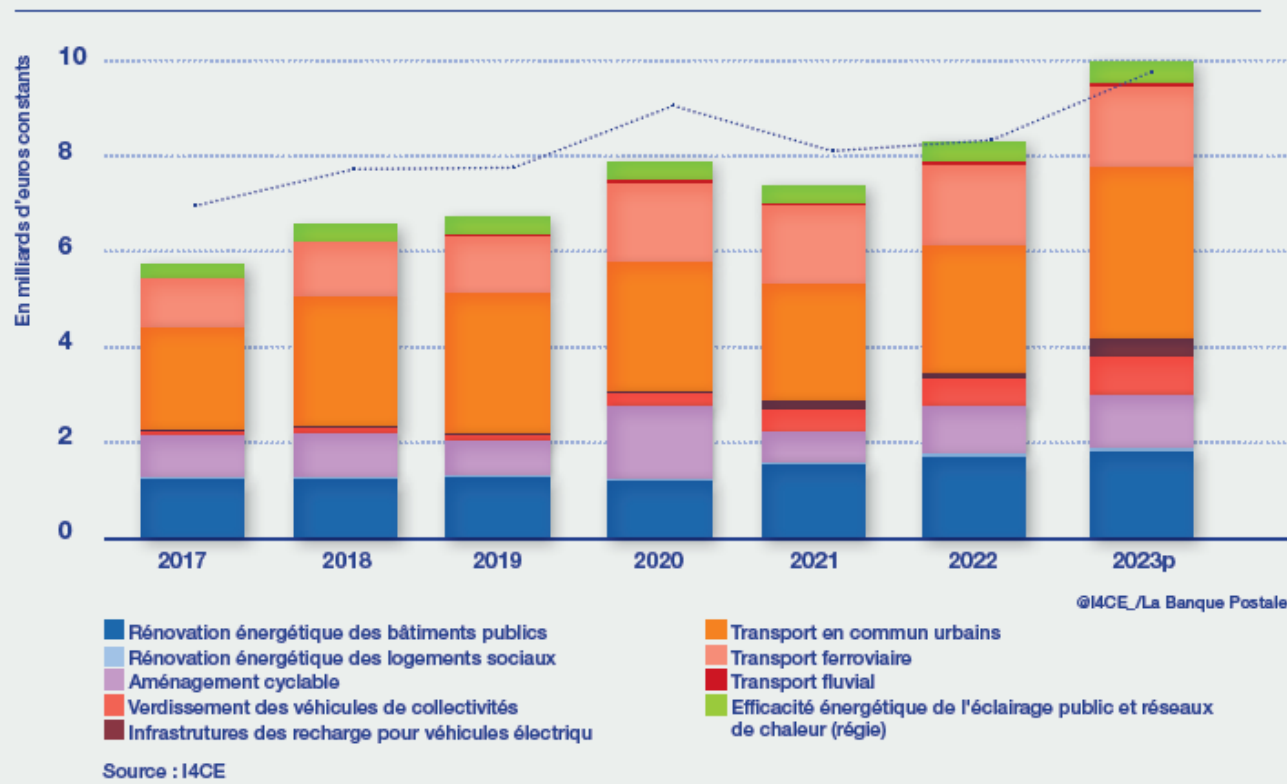
The EU overall climate investment deficit is the sum of 22 sectoral EU climate investment deficits and surpluses:



- 20 of the 22 sectors studied have a climate investment deficit.
- Hydropower and battery storage** lead the way, presenting a **climate investment surplus**.
- Solar panels'** 2022 investments represent **already 78%** of total annual investment needs.
- Conversely, **wind power is struggling**: 2022 investments represent **only 17%** of total annual investment needs.

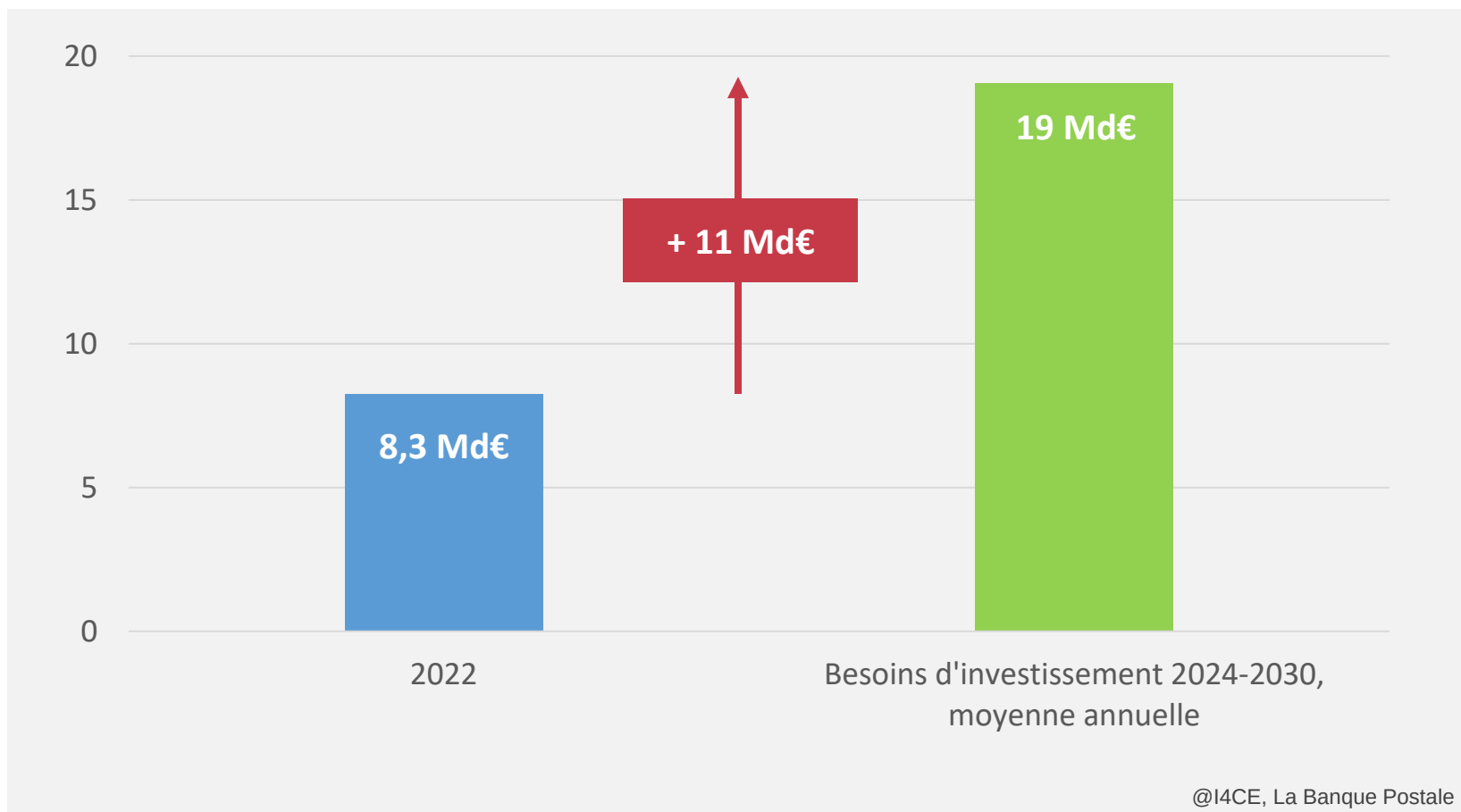
# Les investissements historiques par secteur

**FIGURE 1 : ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS EN FAVEUR DU CLIMAT, PAR SECTEUR EN EUROS COURANTS (HISTOGRAMMES), ET AU TOTAL EN EUROS CONSTANTS (COURBE ROUGE)**



# Les besoins d'investissement climat : au minimum à **11 Md€ supplémentaires par an**

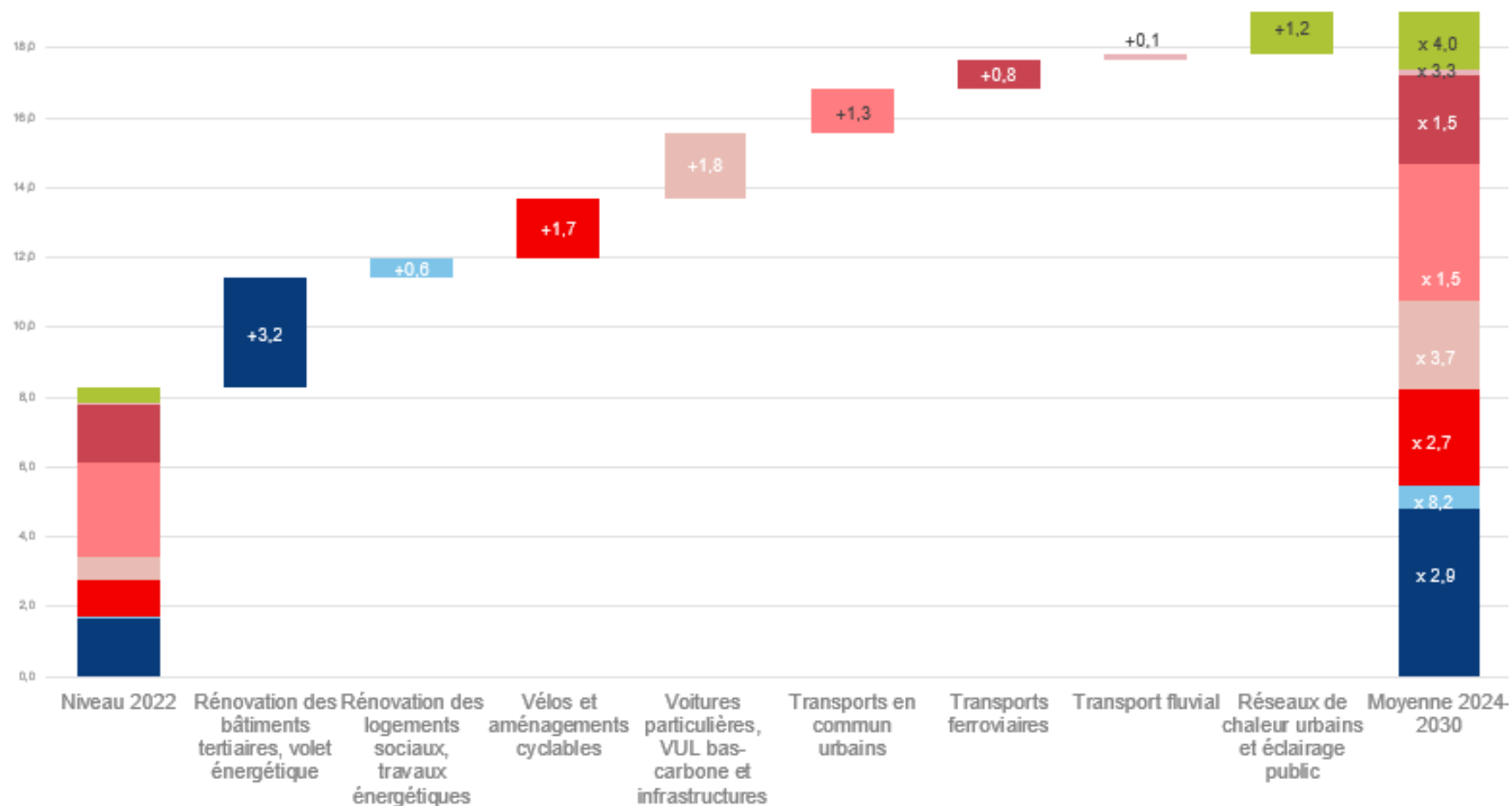
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN FAVEUR DU CLIMAT DANS LES SECTEURS DU BÂTIMENT, DES TRANSPORTS ET DE L'ÉNERGIE  
(en milliards d'euros courants)





# Les besoins d'investissement par secteur

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN FAVEUR DU CLIMAT DANS LES SECTEURS DU BÂTIMENT, DES TRANSPORTS ET DE L'ÉNERGIE (en milliards d'euros courants)



# Quatre leviers de financement possibles, chacun ses mérites, chacun ses limites, tous incontournables

|                                                                                    | Type de levier                                   | Chiffres clés issus de l'analyse I4CE/LBP                                                                                                             |
|------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | <b>Dette</b>                                     | <p><b>Entre + 40 et + 100 Mds€</b></p> <p>d'encours de dette supplémentaires à horizon 2030 par rapport à 2023 selon les quatre scénarios étudiés</p> |
|    | <b>Redirection</b>                               | <p><b>7 Md€ par an</b></p> <p>d'investissement redirigés vers le climat dans le scénario « Redirection »</p>                                          |
|    | <b>Etat</b>                                      | <p><b>2 Mds par an</b></p> <p>de Fonds vert jusqu'en 2030 (AE) dans le scénario « Etat »</p>                                                          |
|  | <b>Ressources propres<br/>→ Fiscalité locale</b> | <p><b>80 %</b></p> <p>des communes peuvent modérément ou difficilement mobiliser ce levier, les départements et les régions ne le peuvent pas</p>     |
|                                                                                    | <b>Ressources propres<br/>→ Trésorerie</b>       |                                                                                                                                                       |
|                                                                                    |                                                  | <p><b>2,4 Mds€ par an</b></p> <p>de trésorerie mobilisable « en théorie » au sein des communes, en grande majorité de moins 10 000 habitants</p>      |

## Deux questions pour la suite

- Comment augmenter (et crédibiliser) la demande en capital « vert » ?
  - Dépense publique, norme, fiscalité...
  - Prévoir et donner à voir
- Quel rôle de la réglementation pour inciter le système financier à se poser les bonnes questions, pour accompagner (et pas seulement contribuer à) la transition ?



Merci !

[www.i4ce.org](http://www.i4ce.org)